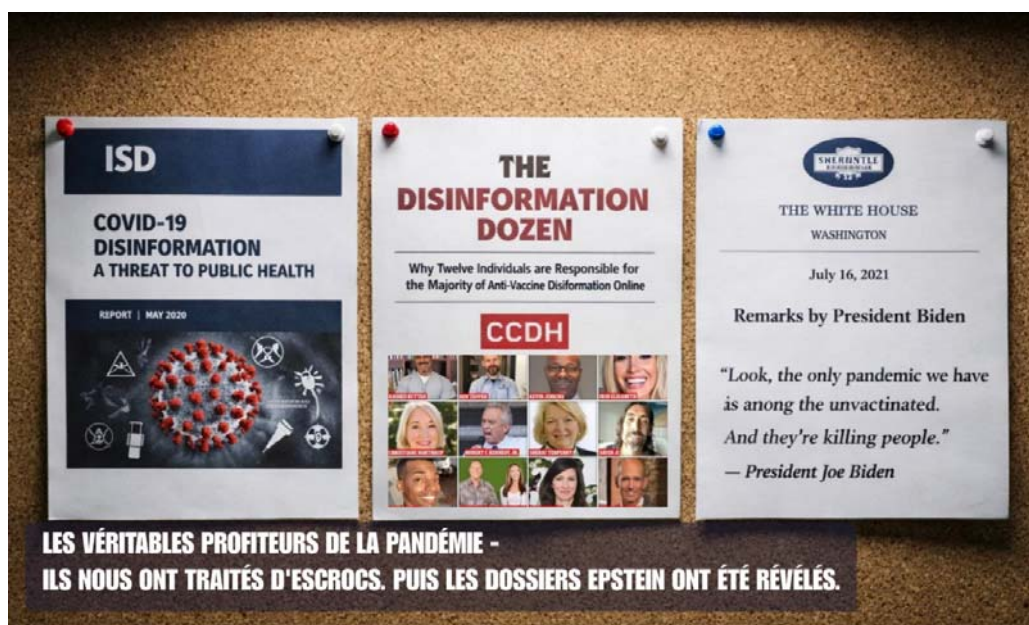


› Opinions

Les véritables profiteurs de la pandémie – Ils nous ont traités d'escrocs. Puis les dossiers Epstein ont été révélés.

Auteur(s): Sayer Ji, France-Soir

Publié le 25 février 2026 - 20:00



Les véritables profiteurs de la pandémie – Ils nous ont traités d'escrocs. Puis les dossiers Epstein ont été révélés.

© Sayer Ji

Ndlr : cet article est une traduction et une adaptation en français de la série d'articles sur l'enquête publiée par Sayer Ji sur Substack, intitulée « [Les véritables profiteurs de la pandémie](#) ». Basée sur les documents récemment publiés par le Département de la Justice américain concernant Jeffrey Epstein, révèlent qu'en 2021, le président des États-Unis a déclaré à la nation que Sayer Ji et onze autres Américains tuions des gens — et



l'organisation qui lui a fourni cette affirmation était financée par les mêmes réseaux d'argent occulte dont nous enquêtons sur les profits offshore des vaccins.

Sayer Ji a donné son accord pour la reproduction de l'article. Ceci est la deuxième partie d'une série en trois parties. Lisez [les parties 1](#) et partie [2](#), [partie 3](#) et [partie 4](#).

En 2021, le président des États-Unis a déclaré à la nation que moi et onze autres Américains tuions des gens — et l'organisation qui lui a fourni cette affirmation était financée par les mêmes réseaux d'argent occulte dont nous enquêtons sur les profits offshore des vaccins.

Résumé exécutif

- **L'opération coup de poing** : en 2020-2021, un réseau coordonné d'ONG basées au Royaume-Uni — financées par les mêmes organisations philanthropiques dont elles protégeaient les intérêts financiers liés à la pandémie — a utilisé des fonctionnaires, des plateformes technologiques, des systèmes de modération par IA, des menaces juridiques et le privilège parlementaire pour qualifier douze Américains nommément désignés de meurtriers, de criminels et de terroristes pour avoir remis en question les récits officiels sur la pandémie.
- **L'architecture** : [le dossier Epstein révèle](#) que les personnes déclarées intouchables avaient conçu des fonds offshore pour les vaccins prévoyant des rendements de « dizaines de milliards », [négocié des accords avec le ministère de la Justice concernant Rothschild](#) par l'intermédiaire d'un



délinquant sexuel condamné et inscrit la « pandémie » comme catégorie de capital permanente — le tout avant l'existence de la COVID-19.

- **L'ironie est flagrante** : [le rapport de l'ISD de mai 2020](#) , financé par la Fondation Gates et Open Society, qualifiait de « dénué de fondement » tout débat public sur l'implication de Gates, Soros et Rothschild dans la pandémie. Or, le dossier de la commission d'enquête fédérale Epstein documente cette implication en détail, et les chiffres précis de Bates sont accessibles au public. Parallèlement, Oxfam a recensé 85 milliards de dollars de profits excessifs des entreprises pendant la pandémie comme un enjeu politique majeur, tandis que le CCDH a qualifié 36 millions de dollars de revenus de médias indépendants d'urgence morale justifiant leur déplatformisation. La différence n'a jamais résidé dans l'argent, mais dans le message.
- **L'arc narratif** : Le fondateur du CCDH a démissionné de son poste de chef de cabinet du Premier ministre britannique. Le conseiller juridique de Goldman Sachs, recruté par Epstein pour négocier l'accord avec Rothschild et le ministère de la Justice, a quitté ses fonctions sous la pression. Le PDG du CCDH risque de se voir retirer son visa américain. YouTube a rétabli des comptes supprimés à tort. Robert F. Kennedy Jr., qualifié de meurtrier devant le Parlement, est secrétaire à la Santé et aux Services sociaux. Ceux qui ont été mis au ban sont toujours là. L'organisation qui les a mis au ban, elle, a disparu.



Note sur les sources : Les documents primaires cités sont identifiés par leurs numéros de production EFTA, tels que publiés lors des procédures fédérales. Les témoignages parlementaires sont archivés sur le site web du Parlement britannique. Les rapports de l'ISD et du CCDH sont cités à partir de leurs versions publiées. La note d'information d'Oxfam intitulée « Les profits de la pandémie révélés » est citée à partir de sa publication du 22 juillet 2020. L'analyse établit une distinction claire entre ce que les documents établissent et ce qui relève de l'inférence.

Note méthodologique : Cette enquête documente les relations financières entre les organisations nommées à l'aide des numéros de pièces à conviction fédérales, des rapports de subventions publiés, des archives parlementaires et des rapports des organisations elles-mêmes. Elle établit une distinction structurelle entre ce que les documents établissent et ce qui relève de l'inférence – distinction qu'elle signale explicitement tout au long de l'enquête.

Les lecteurs doivent savoir que le réseau institutionnel décrit dans cet article a pour habitude avérée de présenter d'emblée toute discussion publique concernant ses propres relations financières comme une théorie du complot – une technique que l'article analyse en détail. Si un résumé ultérieur de cet article le décrit comme « liant Rothschild, Gates et Soros à un complot », cette caractérisation illustrera elle-même la méthodologie examinée. Les sources primaires sont citées. Les numéros de référence sont publics. Le lecteur est invité à vérifier les informations plutôt qu'à les croire.



Partie I : Le contrat à mort



En mai 2020, l' [Institute for Strategic Dialogue](#) , un think tank londonien, a publié un rapport en partenariat avec BBC Click et l'organisme de mesure d'audience NewsGuard, intitulé « *L'exploitation de la désinformation sur la Covid-19 par l'extrême droite* ». Son principal argument : toute discussion publique concernant « **Bill Gates, George Soros, les Rothschild et Jeff Bezos** » et leurs prétendus profits tirés de la pandémie relevait d'une théorie du complot d'extrême droite. Le rapport recensait 34 sites web hébergeant de la désinformation, dont GreenMedInfo.com.



ISD | Powering solutions to extremism and polarisation

Covid-19 disinformation briefing No.3
Far-right exploitation of Covid-19

12th May 2020

Far-right exploitation of Covid-19

ISD and BBC Click investigation

ISD and BBC Click Investigation analyses far right exploitation of Covid-19 disinformation and uncovers massive volumes of engagement with COVID-19 disinformation on Facebook.

Investigation Briefing note:

This week, ISD released a pioneering investigation with BBC Click, mapping the scale and nature of online disinformation around COVID-19 in the US, as well as its co-option by far right actors. The investigation was featured on BBC World's Click programme, as well as on the BBC News website.

ISD researchers found that 34 known disinformation-hosting websites gathered the staggeringly high volume of 80 million interactions on public Facebook between January and April, 2020. For context, in the same time period, posts linking to the WHO's website received 6.2 million interactions, with the website of the US Center for Disease Control (CDC) receiving 6.4 million interactions through posts on public Facebook.

Our analysis – which revealed hundreds of thousands of far right posts around COVID-19 and millions of engagements with known disinformation sites – provides an important evidence base for understanding how extremist groups, disinformation actors and fringe medical communities are working to exploit the pandemic online, and highlights a marked increase in conversations within far right circles about so-called 'elites' including Bill Gates, George Soros, the Rothschilds and Jeff Bezos and false information about their role in the creation or spread of the virus. The conversations monitored by ISD researchers referenced the virus as a tool of social control, a purposeful plot to kill off certain populations, or a means to make money for these individuals and their institutions, all of which are unfounded claims. ISD's Digital Analysis Unit is working on an ongoing basis to expose and analyse hateful disinformation campaigns around COVID-19 and more broadly in the run up to the US 2020 election, informing grassroots and policy responses. Our research will continue to track how disinformation and weaponised hate is being used during the election to marginalise communities, push divisive narratives and undermine democracy, using a mix of data analytics, OSINT research and policy analysis.

Summarised below are the methodologies utilised by ISD researchers for this investigation, and the key findings of the research.

For more information on our ongoing research, including how you can get involved or support our work, please sign up to our mailing list, or get in touch at info@isdglobal.org.

Le passage mis en évidence est tiré du rapport publié par l'ISD et nomme les personnes dont les propos publics ont été qualifiés d'extrémistes de droite. La suite du document indique qui finançait l'ISD au moment où cette qualification a été prise.

Le conseil d'administration fondateur de l'ISD comprenait le général Lord Guthrie de Craigiebank, ancien chef d'état-major des armées et ancien directeur de NM Rothschild & Sons. L'organisation qui qualifiait de complotiste d'extrême droite toute discussion publique sur les « Rothschild » comptait parmi ses membres un directeur de la banque Rothschild. Le financement de l'ISD incluait des subventions de la Fondation Gates et des



Fondations Open Society, les fondations respectives de deux des quatre personnes que le rapport jugeait intouchables. Amazon, l'entreprise de Jeff Bezos, quatrième nom sur la liste de l'ISD, figurait parmi les entreprises technologiques ayant collaboré avec l'ISD sur des projets de recherche. **Aucun de ces conflits d'intérêts n'a été divulgué dans le rapport.**

L'implication d'Open Society ne s'est pas arrêtée à l'ISD. Le **17 novembre 2025**, le *Washington Free Beacon* a révélé qu'**Open Society Foundations** avait octroyé une **subvention de 250 000 \$ pour l'exercice 2024** au Center for Countering Digital Hate (CCDH) – l'organisation à l'origine de la liste des « Douze désinformationnistes » – répondant ainsi, au moins en partie, à la question de longue date concernant le financement du CCDH. Une enquête ultérieure a mis au jour plus de vingt financeurs occultes transitant par le réseau Arabella Advisors, le Sixteen Thirty Fund, sept fiducies Prism anonymes et des structures de fonds de dotation conçues pour permettre aux donateurs de rester anonymes dans le cadre d'opérations politiques nationales.^{38 39} **Le financeur dont le nom devait être tenu secret finançait simultanément l'organisation ayant instauré cette interdiction et celle qui l'appliquait.**

OPEN SOCIETY
FOUNDATIONS

WHO WE ARE
HOW WE WORK
WHAT WE DO

AWARDED GRANTS

The Open Society Foundations work to build vibrant and inclusive democracies whose governments are accountable to their citizens. The vast majority of the grants made by Open Society are to organizations, but we also award a limited number of grants to individuals through fellowships offered across a number of different programs.

Grant and fellowship opportunities
About this database

Filter by: Amount Region Year

1 GRANT FOUND
Grant: OR2024-92644
Clear all

The Center for Countering Digital Hate	2024	\$250,000
--	------	-----------



L'année suivante, le Centre de lutte contre la haine numérique (CCDH), [cofondé en 2018 par Morgan McSweeney](#) (alors en charge de la campagne de Keir Starmer pour la direction du Parti travailliste) et Imran Ahmed, publiait un rapport intitulé « Les douze propagateurs de désinformation ». Selon ce rapport, douze personnes seulement étaient responsables de « **près des deux tiers des contenus antivaccins** » diffusés sur les réseaux sociaux. Parmi ces personnes figuraient Robert F. Kennedy Jr., le Dr Joseph Mercola, le Dr Sherri Tenpenny et l'auteur de ces lignes.

La méthodologie du CCDH n'était pas nouvelle. Il s'agissait d'une méthode exportée. L'organisation s'était forgée dans le contexte de la lutte interne au sein du Parti travailliste de Jeremy Corbyn, où la faction politique qui allait produire [McSweeney](#) et Ahmed avait déployé une technique spécifique : présenter l'opposition politique comme une contagion morale – en l'occurrence, l'antisémitisme – afin de délégitimer toute une faction sans s'attaquer à ses véritables positions. La campagne contre les membres du Parti travailliste proches de Corbyn ne s'appuyait pas principalement sur le fait que leurs opinions économiques ou de politique étrangère étaient erronées. Elle affirmait que leur *présence* était dangereuse – que les tolérer rendait le parti complice de la haine. Cette stratégie a fonctionné : Corbyn a finalement été suspendu du groupe parlementaire, ses alliés ont été écartés des postes d'influence et le débat public au sein du Parti travailliste a été redéfini en modifiant les limites de l'association acceptable plutôt que celles du débat acceptable. Le rapport du CCDH intitulé « Les douze désinformationnistes » a appliqué la même approche à un nouveau domaine. La cible est passée des députés



travailleurs socialistes aux éditeurs américains du secteur de la santé. L'accusation est passée de l'antisémitisme à la « désinformation antivaccinale ». Le mécanisme – la mise sur liste noire d'individus nommément désignés comme vecteurs de contamination morale, l'exigence d'une rupture institutionnelle avec eux et le fait de les défendre étant considéré comme une preuve de complicité – était identique.



POLITICS

'Facebook isn't killing people' — Biden walks back attack over vaccine lies

PUBLISHED MON, JUL 19 2021•12:31 PM EDT

UPDATED MON, JUL 19 2021•4:34 PM EDT

**Kevin Breuninger**

@KEVINWILLIAMB

SHARE

**KEY POINTS**

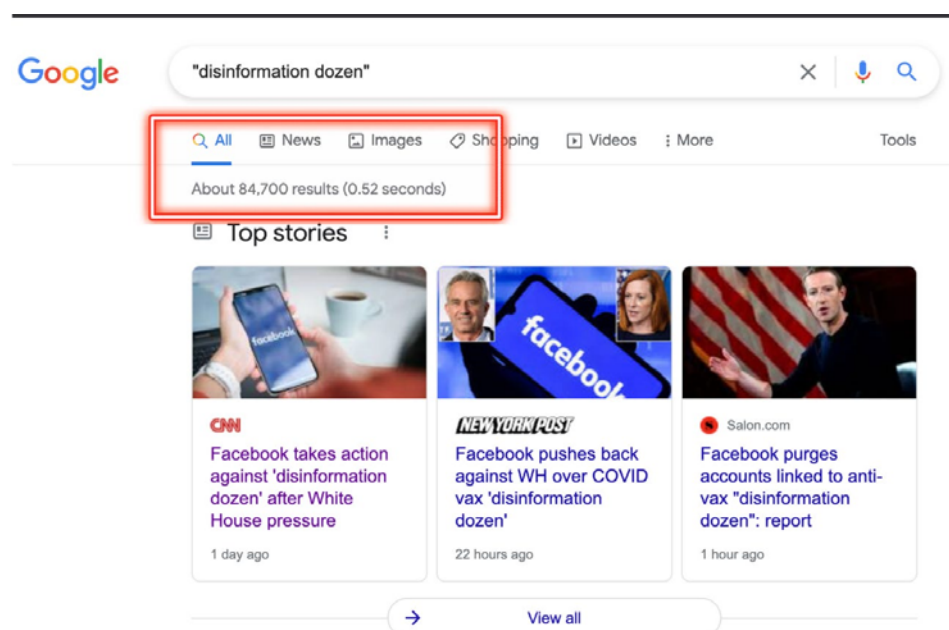
- President Biden walked back some of his criticism of Facebook, saying he meant to accuse a dozen social media platform users, not Facebook itself, of “killing people.”
- Biden added that he hopes Facebook will do more to fight “the outrageous misinformation” about coronavirus vaccines being spread on its platform

Quelques mois plus tard, la porte-parole de la Maison-Blanche et le chirurgien général des États-Unis, Vivek Murthy, citaient publiquement le rapport. Le président Biden déclara lors d'une conférence de presse : « **Ces douze personnes diffusent de fausses informations. Cela tue des gens.** » Facebook bannit les personnes nommées de sa plateforme. Twitter fit de même. La stigmatisation fut mondiale et fulgurante.



Une analyse interne de Facebook a par la suite révélé que les statistiques du CCDH étaient **exagérées d'un facteur d'au moins 1 300**. Un cadre de Facebook a qualifié le rapport, en privé, de « **récit erroné et sans fondement** ». Le CCDH n'a publié aucune correction. Les responsables qui l'avaient cité n'ont pas cherché à se rétracter. Le groupe des « douze désinformationnistes » avait déjà rempli son rôle de prétexte.

Des dizaines de milliers de rapports secondaires et tertiaires amplifiant le rapport frauduleux du CCDH ont circulé dans le monde entier, sans jamais être corrigés.



Puis l'escalade a commencé.

Les documents de Kris Ruby, divulgués ultérieurement (les « Ruby Files »), ont révélé que **le CCDH avait fourni directement des listes de mots à censurer au système de modération par intelligence artificielle de Twitter**. Ces mots étaient intégrés à un système de signalement automatique. Les contenus les contenant étaient déclassés ou supprimés sans intervention humaine, sans possibilité de recours, et sans que les



personnes visées sachent qu'une ONG britannique avait fourni les critères de censure.

L'opération ne se limitait pas aux canaux

institutionnels. En 2022, le Dr Charles Kriel, stratège numérique dont le profil LinkedIn mentionne une nomination d'un an comme « Expert numérique, Groupe de travail sur la terminologie StratCom » pour l'OTAN à Riga, en Lettonie, et qui est ensuite devenu chercheur principal au Sympodium Institute of Strategic Communications, un think tank britannique proche des initiatives d'influence de l'OTAN, [a coréalisé un documentaire intitulé *Dis/Informed*](#) , diffusé sur PBS America. La page IMDb du film cite Imran Ahmed et Nina Jankowicz parmi les intervenants. Son sujet : le mouvement pour la liberté en matière de santé. Son argumentation : les communautés de bien-être en ligne féminines auraient été « radicalisées » et les personnes figurant sur la liste des douze personnes les plus désinformées représenteraient des menaces pour la sécurité nationale. Le documentaire appliquait le langage et le cadre analytique des opérations d'information militaires — radicalisation, vulnérabilité, discours hostile — à des citoyens exerçant leur liberté d'expression, pourtant protégée par la Constitution. Concrètement, c'est à ce moment-là que l'appareil de censure institutionnelle est devenu un produit médiatique destiné aux consommateurs, conçu pour fabriquer le consentement du public à la répression déjà en cours.

En 2021, l'avocat [Brian Rothschild annonça publiquement](#) son intention d'intenter des actions collectives en responsabilité civile pour homicide involontaire contre les Douze Disinformationnistes,



arguant que leurs propos en ligne avaient directement causé des décès liés à la COVID-19 en dissuadant la vaccination. Lors d'une interview sur NBC7, Rothschild fut explicite quant à sa stratégie : « **Je ne peux pas faire voter de lois pour empêcher la désinformation, mais je peux la rendre coûteuse.** » Il ne déposa finalement jamais ces plaintes. Ils ne s'attendaient pas à gagner en justice. L'objectif était de rendre le coût de la dissidence prohibitif, de brandir la menace de la ruine financière comme moyen de les réduire au silence. Une note interne des Douze Désinformationnistes, datant de 2024 et ayant fuité, révéla plus tard que l'organisation utilisait l' [expression « opérations clandestines »](#) pour décrire ses campagnes contre les personnalités publiques – un langage emprunté aux opérations de renseignement secrètes, désormais appliqué à des citoyens exerçant leurs droits constitutionnels.

La même année, Imran Ahmed a comparu devant les commissions du Parlement britannique chargées d'examiner la sécurité en ligne et la désinformation, et [a remis un témoignage écrit archivé sous la référence OSB0009](#). Dans ce témoignage, Ahmed présentait le CCDH comme une organisation experte et neutre mettant en garde contre les contenus préjudiciables. Lors de son audition, archivée sur la chaîne de télévision du Parlement, **son discours a radicalement changé**. Ahmed a approuvé la suggestion d'un parlementaire selon laquelle le groupe des « Douze désinformateurs » ressemblait à un « réseau criminel organisé ». Il a comparé les voix sceptiques à la vaccination à **des « proxénètes » et à des réseaux d'exploitation sexuelle d'enfants**. Il a employé le langage du terrorisme, suggérant que le nombre de



morts prétendument causées par les discours sceptiques à la vaccination devrait être comparé à celui des [groupes extrémistes violents](#) .

L'escalade rhétorique a suivi à la lettre le modèle de l'ère Corbyn. Lors de cette campagne, les critiques de la politique israélienne au sein du Parti travailliste n'étaient pas interrogés sur le fond de leurs positions ; ils étaient requalifiés de complices de violences antisémites, toute défense à leur égard équivalant à un aveu de complicité. La même logique était désormais appliquée aux éditeurs spécialisés en santé : ils n'étaient pas considérés comme de simples opposants à la politique officielle de lutte contre la pandémie. **Ils étaient comparés à des « toiletteurs » et à des membres du crime organisé** – des analogies employées par Ahmed lui-même, prononcées sous couvert de l'immunité parlementaire et archivées sur la chaîne de télévision du Parlement. L'analogie avec l'exploitation des enfants n'était pas un excès de rhétorique ; il s'agissait d'une invocation délibérée de la seule catégorie d'accusation contre laquelle aucune défense n'est socialement acceptable.

Aucune des personnes qu'il a nommées n'avait été inculpée d'un quelconque crime. Aucune n'avait été reconnue coupable de quoi que ce soit. Leur liberté d'expression était, et demeure, **protégée par le Premier Amendement de la Constitution des États-Unis**.

L'immunité parlementaire a protégé Ahmed de toute poursuite en diffamation pour chacune de ces comparaisons. **Aucune autre instance du système juridique anglo-américain n'aurait offert une telle**



protection – un fait qui n'aurait pas échappé à un ancien assistant parlementaire.

L'escalade ne s'est pas arrêtée à mon audition parlementaire. En juin 2025, dans une procédure pénale britannique, le procureur a déposé une requête ex parte – c'est-à-dire sans notification préalable – afin d'obtenir l'autorisation de mon arrestation immédiate et de la saisie de mes appareils. Cette requête invoquait mon droit à la liberté d'expression aux États-Unis, mes activités publiques et une plainte que j'avais déposée auprès de la Solicitors Regulation Authority (SRA) – une plainte qui constitue un exercice légitime du droit de contrôle dont dispose tout citoyen en vertu des cadres professionnels américains et britanniques. Je n'étais pas partie à la procédure. Je n'avais été inculpé d'aucune infraction. Je n'avais reçu aucune notification ni aucun nom. Je n'ai été ni informé ni entendu. Le juge a rejeté la requête dans son intégralité. Les détails de cet épisode – notamment son coût humain, la chronologie de la procédure et ses implications constitutionnelles – sont consignés dans une [déclaration publique distincte](#) .

Ce qui avait commencé comme une atteinte à la réputation dans un rapport d'une ONG londonienne s'était transformé, en quatre ans, en une tentative de museler physiquement un journaliste américain dans une juridiction étrangère pour des propos qui restent protégés par le Premier Amendement.

L'ensemble de l'écosystème — les rapports de l'ISD, les recherches du CCDH, les témoignages parlementaires, [la demande d'arrestation d'étrangers](#) , les menaces juridiques — a reçu un financement, en grande partie, des mêmes réseaux philanthropiques dont les intérêts financiers dans les résultats de la pandémie avaient été mis hors de



question dans le tout premier rapport qui a déclenché cette chaîne.

La question était toujours de savoir à quoi ressemblaient concrètement ces intérêts financiers. La réponse se trouvait dans le coffre-fort d'une banque du district sud de New York.

Deuxième partie : L'architecture

Cet article examine les dossiers des tribunaux fédéraux, les déclarations d'organismes sans but lucratif et les informations financières relatives aux réseaux de financement philanthropique, à la structuration financière offshore et aux véhicules d'investissement liés à la santé publique.

Dès l'été 2011, [un document de 14 pages circulait](#) sous forme d'ébauche au sein d'un petit groupe de personnes chez JPMorgan, dans l'entourage de Bill Gates et dans les échanges de courriels de Jeffrey Epstein. Le 31 août de la même année, il en était à sa **treizième version**. Le document portait l'en-tête : « *Fonds de bienfaisance Gates & JP Morgan* ». Les cachets Bates le localisent dans les archives fédérales sous les références SDNY_GM_00078533 et JPM-SDNY-00001660.





Le projet Molecule , nom de code interne de la proposition de fonds que j'ai [analysée en détail dans la deuxième partie de ma série sur Epstein](#) , reposait sur une architecture financière sophistiquée. Il proposait une structure à trois entités : une organisation publique américaine, **une fondation caritative privée étrangère établie dans une juridiction fiscalement neutre**, et des organismes intermédiaires spécifiques à chaque pays. Conçu pour ce que le document qualifiait de « **fonctionnement perpétuel et succession de gouvernance** » , il ne prévoyait ni clause d'extinction, ni calendrier de versement obligatoire, ni limitation de mandat. Cinq niveaux de gouvernance étaient proposés. Parmi les membres pressentis du comité figuraient Warren Buffett, Melinda Gates (présidente du comité de distribution des subventions), Susan Rice, Seth Berkley (PDG de Gavi, l'alliance pour la vaccination), Jeffrey Sachs et la reine Rania de Jordanie. La structure était conçue pour garantir **l'anonymat des donateurs** et offrir une flexibilité maximale aux donateurs concernés.



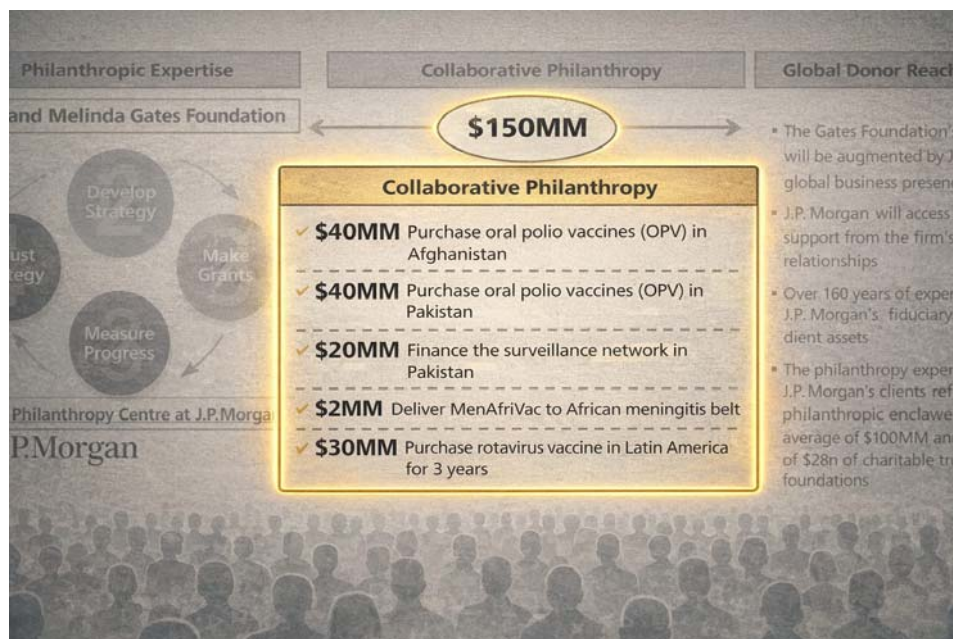
Epstein Email Language	Project Molecule Deck Language
• “Perpetuity”	→ Perpetual
• “Offshore arm”	→ Tax neutral jurisdiction
• “Money for vaccines”	→ \$40M OPV Pakistan
• “Donor anonymity”	→ Permit donor anonymity

La page 9 du diaporama contenait une diapositive budgétaire allouant 150 millions de dollars à des interventions biologiques spécifiques : 40 millions de dollars pour les vaccins antipoliomyélitiques oraux en Afghanistan ; 40 millions de dollars pour les vaccins antipoliomyélitiques oraux au Pakistan ; 20 millions de dollars pour « **financer le réseau de surveillance au Pakistan** » ; 20 millions de dollars pour MenAfriVac dans la ceinture africaine de la méningite ; 30 millions de dollars pour le vaccin contre le rotavirus en Amérique latine.

Cette ligne budgétaire de 20 millions de dollars est apparue **la même année – 2011 – où la CIA a mené une fausse campagne de vaccination contre l'hépatite B au Pakistan** afin de collecter de l'ADN sur le complexe de Ben Laden. Cette opération, une fois révélée, a entraîné la mort de vaccinateurs et une résistance durable de la population aux programmes de santé financés par l'étranger. Le projet Molecule proposait la mise en place d'une infrastructure de surveillance biologique financée par l'étranger dans un pays où des programmes biologiques financés par l'étranger venaient d'être instrumentalisés par un service



de renseignement. **Aucun document des archives fédérales ne relie le projet Molecule à l'opération de la CIA. Les archives montrent un chevauchement temporel et géographique, et non une coordination opérationnelle. Mais c'est le genre de chevauchement qui, dans tout autre contexte, justifierait une enquête du Congrès plutôt qu'une qualification de complot.**



Parallèlement à la présentation officielle du Projet Molécule, une série d'échanges de courriels informels ont révélé son fonctionnement interne. Les 17 et 18 février 2011, Juliet Pullis de JPMorgan, sous la direction de Jes Staley, a envoyé à Epstein un questionnaire structuré présenté comme émanant de « l'équipe JPM chargée de développer des idées pour Gates ». Epstein a répondu le soir même en présentant un projet de fonds de dotation entièrement structuré. Réponse de Staley : « **Il faut qu'on en parle.** » (EFTA00904739-40)

Le 26 juillet, Epstein écrivait à Staley et mettait en copie Boris Nikolic, le principal conseiller scientifique de Gates : « **Une proposition cloisonnée qui permettra à Bill d'obtenir plus d'argent pour les vaccins.** » (EFTA01860211)



Le 17 août, Mary Erdoes, PDG de JPMorgan Asset and Wealth Management, a envoyé un courriel à Epstein depuis ses vacances, lui posant des questions détaillées. Il a répondu le soir même : « **Nous devons toutefois nous préparer à disposer d'une filiale offshore, notamment pour les vaccins.** » Il prévoyait des levées de fonds de « milliards de dollars » au cours des deux premières années et de « dizaines de milliards d'ici la quatrième année ». Le fonds serait « *perpétuel et assorti de mécanismes de succession* ».

(EFTA01256269)

To: Jes Staley [REDACTED]
Cc: Boris Nikolic [REDACTED]
From: Jeffrey Epstein
Sent: Tue 7/26/2011 11:03:27 PM

GATES. you should tell dick that the first week or so in sept , we will provide him a full presentation for a DAF the new legal restrictions , a silo based proposal that will get bill more money for vaccines , a public realtions strategy, an internet strategy, a proposed structure that encompasses a to be populated list of advisory committess investmentcommitees , grant comittes,, and a menu of structural choices to maximiaze flexibillity, We envision a multibillion dollar fund fairly quickly, and will research the international implications , for bothe donors and grants.

Le 28 août, Epstein a écrit à Staley et Erdoes que Gates souhaitait consolider les initiatives qui fonctionnaient sans réaffecter les fonds existants ; la présentation devait donc inclure « des fonds supplémentaires pour les vaccins ». Puis, dans le même courriel : « **La difficulté réside dans la génération de revenus à partir d'une organisation caritative. Par conséquent, les activités génératrices de revenus doivent être menées de manière indépendante.** » (EFTA01835356)

Cette phrase est la clé de tout ce qui a suivi.

Les échanges informels par courriel et la présentation officielle convergent sur une architecture identique, et ce, durant un seul mois : contrôles de perpétuité, filiales de production de vaccins offshore, budget de 150 millions de dollars. **Tout cela se passe en**



août 2011. Il s'agit toujours de la même division de JPMorgan et du même client.

L'ensemble des documents relatifs à l'architecture du fonds Gates–Epstein–JPMorgan pour les vaccins, y compris la présentation du projet Molecule et toutes les pièces justificatives par courriel citées, est analysé en détail dans [la deuxième partie de cette série](#) .



En janvier 2017, une conversation iMessage récupérée sur le téléphone d'Epstein (EFTA01617419-27) révèle qu'il conseille un collaborateur sur ses perspectives de carrière. Ce dernier énumère ses qualifications, notamment « **Pandémies (je viens de participer à une simulation de pandémie) et menaces pour la santé publique américaine. Cela pourrait constituer un atout majeur.** » Parmi les pistes évoquées : rejoindre Biomantics Capital de Boris Nikolic ; travailler au sein du « bureau de BG » en tant que conseiller scientifique principal ; intégrer l'équipe Merck chargée des vaccins pour un « *effort important pour le vaccin Gardasil/HPV* » ; rejoindre Swiss Re « *pour développer des produits de santé – j'en ai travaillé sur un pour les pandémies et j'ai contribué au développement d'un déclencheur paramétrique* » ; et rejoindre le Forum



économique mondial en tant que conseiller scientifique principal de Klaus Schwab. Epstein a orienté son collaborateur vers Bill Gates et lui a proposé de faciliter la rencontre.

Un échange de courriels datant de mai 2017 (EFTA00697005) révèle qu'Epstein, Gates et Nikolic discutaient de la création d'un fonds de dotation comme « *contrepoids* » aux coupes budgétaires prévues dans le financement de la recherche scientifique. Nikolic écrivait : « Cela pourrait constituer une excellente solution pour certains domaines clés tels que l'énergie, **la lutte contre les pandémies** , etc. » **La lutte contre les pandémies était alors considérée comme une catégorie de dépenses permanentes, au même titre que l'énergie.**

Ce que la correspondance d'Epstein révèle en privé, les archives publiques le confirment à grande échelle. L'architecture esquissée dans les courriels — fonds perpétuels pour les vaccins, structures offshore, instruments financiers paramétriques, pandémie comme stratégie d'investissement — s'est matérialisée sous une forme institutionnelle au cours des mêmes années et par le biais des mêmes réseaux.

En janvier 2017, la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (CEPI) a été lancée à Davos avec un financement de 460 millions de dollars provenant de la Fondation Gates, du Wellcome Trust et des gouvernements de Norvège, du Japon et d'Allemagne. Sa mission : réduire les délais de développement des vaccins de dix ans à moins de douze mois. Parmi les agents pathogènes initialement ciblés figurait le coronavirus du MERS.



En juin 2017, la Banque mondiale a émis ses premières

obligations catastrophes liées à une pandémie : **320 millions de dollars de titres structurés par Swiss Re et Munich Re avec des mécanismes de déclenchement paramétriques**. Le coronavirus figurait explicitement parmi les risques couverts. Les investisseurs ont bénéficié de taux d'intérêt supérieurs à 11 %. Lorsque la COVID-19 a déclenché ces obligations en avril 2020, **195,84 millions de dollars ont été débloqués**.



Le 18 octobre 2019 — **six semaines avant les premiers cas de COVID-19 reconnus publiquement** —, le Centre pour la sécurité sanitaire de l'Université Johns Hopkins, le Forum économique mondial et la Fondation Bill et Melinda Gates ont co-organisé une simulation de pandémie baptisée Événement 201. Ce scénario mettait en scène un nouveau coronavirus. Les discussions ont porté sur la coordination gouvernementale, les chaînes d'approvisionnement pharmaceutiques et, plus en détail, sur **les stratégies de gestion des médias, la censure sur les réseaux sociaux et le respect des consignes par le public**.



L'architecture était achevée avant même le début de la

pandémie. La préparation aux pandémies s'était transformée – non pas en secret, mais en grande partie au grand jour – d'un dispositif de santé publique en un système de gouvernance privatisé et financiarisé. Les tensions qu'Epstein avait identifiées en 2011 avaient été résolues par le biais de l'échelle, de la légitimité et des structures offshore qu'il avait contribué à concevoir.



Troisième partie : L'ironie centrale

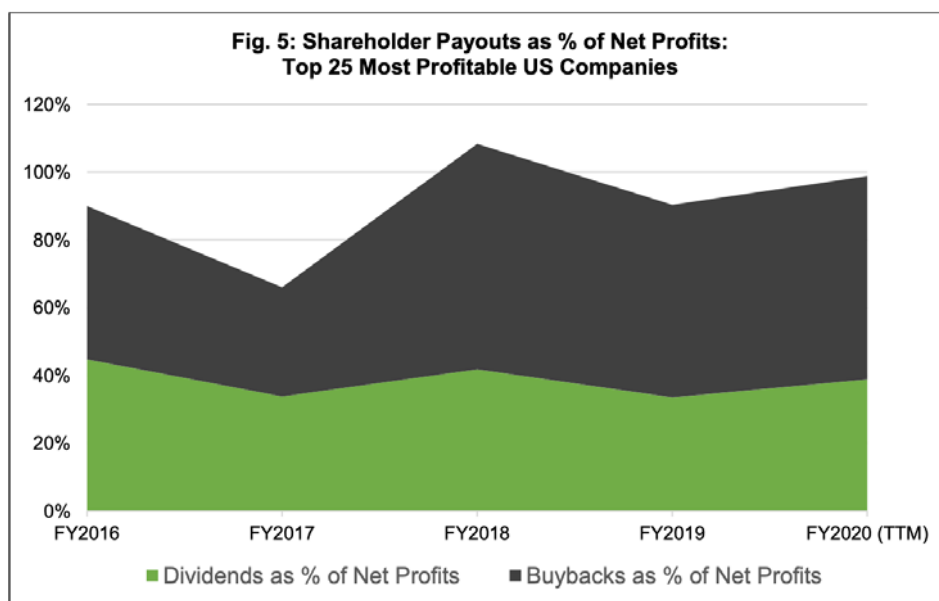
La discussion sur les profits qui a été autorisée — et celle qui ne l'a pas été.

La répression des voix dissidentes ne s'est pas produite de manière isolée. Elle s'est inscrite dans un contexte de profits indus tirés de la pandémie par les entreprises, profits que les institutions traditionnelles étaient libres d'aborder et de critiquer. La question est de savoir qui était autorisé à en parler, et à quelles conditions.

En juillet 2020, Oxfam America a publié un rapport détaillé intitulé « *Les profits de la pandémie révélés* ». S'appuyant sur des documents déposés auprès de la SEC, des données de distribution de la Réserve fédérale et des rapports de résultats FactSet, Oxfam a démontré que **17 des 25 entreprises américaines les plus rentables étaient en passe d'engranger près de 85 milliards de dollars de profits exceptionnels liés à la pandémie**, soit un bénéfice net supérieur à leur moyenne des quatre années précédentes (2016-2019). Ces chiffres n'étaient pas des estimations spéculatives, mais bien des données issues de rapports financiers publics.



Les chiffres étaient stupéfiants. **Microsoft, à elle seule, devrait engranger 20,8 milliards de dollars de plus pendant la pandémie que les années précédentes.** Google suivait avec 10,2 milliards, Intel avec 7,2 milliards et Johnson & Johnson avec 5,1 milliards. Les géants de la tech et de l'industrie pharmaceutique – deux secteurs qui bénéficiaient déjà de faibles taux d'imposition effectifs et de montages financiers offshore – ont été les principaux gagnants de la pandémie.



Oxfam est allée plus loin. Les 25 plus grandes entreprises distribuaient **99 % de leurs bénéfices de 2020 à leurs actionnaires**, contre 90 % seulement deux ans auparavant. Et comme les 10 % d'Américains les plus riches possèdent 87 % de toutes les actions, cette manne financière n'était pas répartie équitablement dans l'économie, mais au contraire concentrée. Oxfam estimait que **près de neuf dollars sur dix des profits excédentaires générés par la pandémie iraient aux 10 % des Américains les plus fortunés.** Les familles noires et hispaniques, déjà durement touchées par la COVID-19, ne recevraient qu'environ 16 centimes par dollar. La moitié la plus



pauvre du pays, quant à elle, ne recevrait quasiment rien.

Rien de tout cela n'a été perçu comme controversé. Oxfam a proposé une taxe sur les profits liés à la pandémie, inspirée de la taxe sur les surprofits instaurée pendant la Seconde Guerre mondiale, en s'appuyant sur les travaux du professeur Reuven Avi-Yonah de la faculté de droit de l'Université du Michigan. Cette note d'information a été considérée comme une contribution légitime aux politiques publiques. Elle a été relayée, citée et débattue dans le cadre habituel du discours économique. **Personne n'a été banni des plateformes pour l'avoir publiée.**

Onze mois plus tard, en juin 2021, le Centre de lutte contre la haine numérique a publié son propre rapport, intitulé « *Profiteurs de la pandémie : le business des anti-vaccins* ».

PANDEMIC PROFITEERS

The business of anti-vaxx

Our report on the pandemic profiteers; the dozen leading anti-vaxxers who have enriched themselves by spreading misinformation. The Anti-Vaxx industry boasts annual revenues of at least \$36 million and is worth up to \$11 billion to Big Tech with 62 million followers across their platforms. Through government PPP loans, affiliate marketing schemes and social media empires, these anti-vaxx businesses have been able to generate profits by spreading misinformation. ACT by signing our petition demanding big tech companies remove anti-vaxx profiteers from their platforms.

[Download report](#) [Find out more](#)

PANDEMIC PROFITEERS
The business of anti-vaxx

CCDH
center for counter hate digital

counterhate.com

Le discours était immédiatement différent. Là où Oxfam avait analysé les données financières des entreprises, le CCDH dressait le portrait d'une corruption morale. Le rapport estimait que ce qu'il appelait « l'industrie anti-vaccins » générait **des revenus annuels d'au moins 36 millions de dollars** et que son audience collective sur les réseaux sociaux – plus de 62 millions de personnes – représentait **jusqu'à 1,1 milliard de**



dollars de recettes publicitaires annuelles pour les grandes plateformes numériques. Douze individus, que le CCDH avait précédemment surnommés les « Douze de la désinformation », étaient identifiés comme les principaux vecteurs de cette désinformation. Leurs sources de revenus étaient détaillées : ventes de livres, marketing d'affiliation pour les compléments alimentaires, production de films, listes de diffusion et prêts gouvernementaux (programme de protection des salaires).

Le discours n'était pas analytique, mais accusateur. Le CCDH décrivait ces éditeurs comme une « **cinquième colonne** » agissant « au grand jour », sapant la confiance du public envers les médecins et la science médicale. Leurs activités étaient présentées non comme un comportement économique à réglementer, mais comme une menace à éliminer.

Mettez ces deux rapports côte à côte et une évidence s'impose.

L'écart d'échelle est considérable. Oxfam a recensé 85 milliards de dollars de profits excessifs réalisés par les entreprises pendant la pandémie, qui ont profité en grande majorité aux actionnaires les plus riches du pays. Le CCDH a identifié 36 millions de dollars de revenus annuels parmi une poignée d'éditeurs indépendants. Un chiffre est environ **2 400 fois supérieur** à l'autre.

Mais l'asymétrie la plus révélatrice ne réside pas dans l'échelle. **Elle se situe dans la catégorie de remède préconisée par chaque rapport.**

Oxfam considérait les entreprises ayant profité de la pandémie comme **des acteurs économiques légitimes, méritant une taxation plus lourde.** La



solution proposée était fiscale : une taxe temporaire sur les superprofits, dont les recettes seraient réaffectées à la lutte contre la pandémie, à la mise en place de services de garde d'enfants universels, au congé parental rémunéré et à la distribution mondiale de vaccins. Le principe sous-jacent était que ces entreprises, en tant que participantes à un système économique partagé, devaient contribuer davantage en période de crise collective.



Le CCDH a traité les profiteurs identifiés comme **des acteurs illégitimes qu'il convenait de faire taire**. La solution proposée n'était pas la réglementation, mais l'exclusion. Le rapport appelait à l'action en lançant une pétition publique exigeant que Facebook, Instagram, Twitter et YouTube suppriment définitivement ces individus de leurs plateformes. Le postulat sous-jacent était que ces plateformes avaient perdu tout droit de participer au débat public.

Un groupe de profiteurs de la pandémie — ceux qui ont engrangé des dizaines de milliards — a été invité à contribuer davantage au système.

L'autre groupe — ceux qui gagnaient une fraction d'une fraction de ce montant — s'est vu dire qu'ils n'avaient pas leur place.



Quand les entreprises ont profité de la pandémie, on a parlé d'économie systémique. Quand les critiques ont dénoncé ces profits, on a parlé de corruption morale.

L'étiquette de « profiteur » n'était pas attribuée en fonction de l'ampleur des profits ou des préjudices causés. Elle était attribuée en fonction de **l'identité de l'orateur et de la manière dont ses propos servaient ou menaçaient le consensus institutionnel**. Des dizaines de milliards de dollars d'enrichissement des actionnaires relevaient d'un problème de politique publique. Des dizaines de millions de dollars de revenus provenant de l'édition indépendante constituaient une menace existentielle. La différence n'a jamais résidé dans l'argent, mais dans le message.

Ce que les dossiers Epstein ajoutent

Ce schéma – l'application sélective de l'étiquette de profiteur – devient plus inquiétant encore lorsqu'on y ajoute les dossiers Epstein. Car le rapport de l'ISD de mai 2020 ne se contentait pas de réclamer un traitement différent selon les profiteurs. Il affirmait que **les débats publics liant Bill Gates, George Soros et les Rothschild à des profits tirés de la pandémie relevaient d'un extrémisme d'extrême droite « sans fondement »** – une théorie du complot sans preuves vérifiables.

Le conflit d'intérêts ne se limitait pas à l'ISD. En novembre 2025, il a été confirmé que les Open Society Foundations, principal organe politique de George Soros, avaient directement financé [CCDH à hauteur de 250 000 \\$](#), plaçant ainsi l'argent de Soros aux deux extrémités de l'opération : le financement de



l'organisation qui a déclaré son nom indicible et celui de l'organisation qui a ruiné ceux qui le prononçaient. Cette confirmation a mis au jour un système plus vaste : plus de vingt sources de financement occulte, dont le réseau Arabella Advisors, sept fiducies Prism anonymes et des structures de fonds de dotation conçues pour une opacité permanente.^{38 39} **Les documents publics indiquent que plusieurs entités liées aux réseaux philanthropiques mentionnés dans les articles relatifs à l'ISD financent également des organisations engagées dans des initiatives de lutte contre la désinformation. L'influence de ces financements sur les décisions éditoriales ou les politiques des plateformes reste floue.**

B B C

How Bill Gates became the voodoo doll of Covid conspiracies

5 June 2020

Share  Save**Jane Wakefield**

Technology reporter



Les publications du dossier Epstein par le ministère de la Justice, effectuées entre 2024 et 2026, ont produit les

éléments suivants à partir des archives fédérales :

Selon les documents publiés dans le cadre des divulgations du dossier Epstein du DOJ ([EFTA01256269](#) ; [EFTA01835356](#)), la correspondance d'août 2011 fait référence à la structuration d'un véhicule d'investissement offshore décrit comme un « fonds de vaccination », avec des rendements projetés de plusieurs milliards de dollars et des contrôles de succession à long terme.

Ces documents reflètent les discussions relatives à la planification. Ils n'établissent pas, à première vue, si la structure a finalement été réalisée comme prévu.

Un document distinct d'octobre 2015 ([EFTA00584904](#)) montre que Southern Trust Company a conclu une lettre d'accord avec Edmond de Rothschild Holding, SA, précisant des honoraires de 25 millions de dollars liés à des « questions en suspens » impliquant le gouvernement des États-Unis.

Portée du document et limites de la preuve

La lettre d'accord du 5 octobre 2015 (EFTA00584904) documente un engagement de 25 millions de dollars entre Southern Trust Company, Inc. et Edmond de Rothschild Holding, SA, relatif à des « questions en suspens » impliquant les États-Unis. EFTA00584904

L'accord ne fait aucune mention du financement des vaccins ni des véhicules d'investissement liés à la pandémie.

Par ailleurs, la correspondance d'août 2011 (EFTA01256269 ; EFTA01835356) fait référence à des discussions concernant la structuration d'un véhicule



d'investissement offshore décrit comme un « fonds de vaccination ».

Les pièces à conviction fédérales publiées ne permettent pas, à première vue, d'établir que l'engagement de Rothschild en 2015 était lié aux discussions antérieures concernant les vaccins.

La corrélation dans l'architecture financière n'établit pas, en soi, une intention coordonnée.

En décembre 2015, Epstein a écrit à Ariane de Rothschild : « *Je pense que vous trouverez cette amende de 45,5 livres légale (Kathy et Pillsbury environ 10, moi 25), le tout inférieur à 80, plutôt bien.* » Rothschild a répondu quelques heures plus tard : « *Oui, félicitations et un grand merci ! Je suis soulagée que ce soit réglé et terminé.* » ([EFTA00669908](#))

La « Kathy » était Kathy Ruemmler, ancienne conseillère juridique de la Maison-Blanche sous la présidence d'Obama, qu'Epstein avait recrutée pour l'affaire Rothschild quelques semaines après son départ de la Maison-Blanche – avant que, selon un courriel contemporain d'Epstein lui-même, elle ne refuse le poste de procureure générale pour mener à bien cette mission. (EFTA02592865) Ruemmler avait officiellement engagé Epstein comme consultant, sur papier à en-tête du cabinet Latham & Watkins. ([EFTA00582812](#))

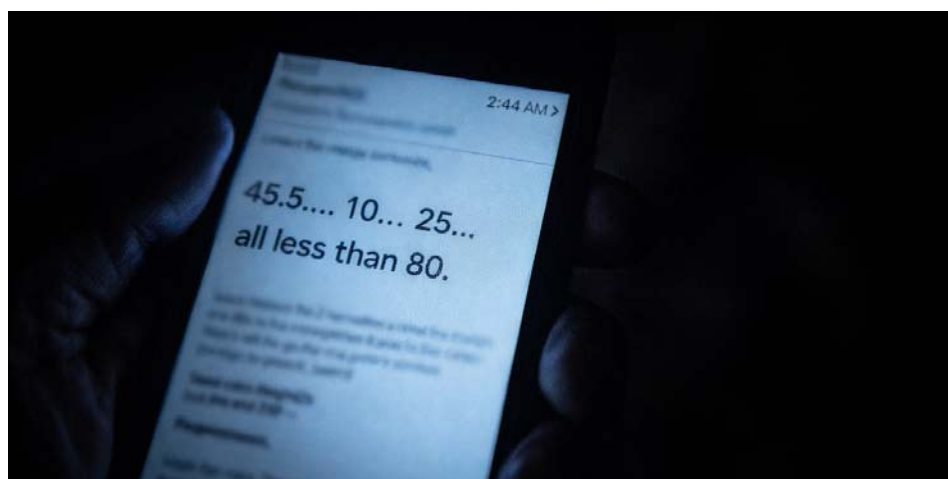
Un document de vol de juillet 2015 indique qu'Epstein, Ariane de Rothschild et Ruemmler ont pris un vol charter pour Genève afin de se rendre à une réunion chez Jet Aviation. ([EFTA00644548](#)) L'agenda d'Epstein pour mars 2018 — quatre ans après sa condamnation pour agression sexuelle — mentionne un rendez-vous



commun avec Ruemmler et Ariane de Rothschild, ainsi qu'un déjeuner séparé ce même mois avec Ruemmler et Steve Bannon. ([EFTA00285556](#))

En février 2026, Goldman Sachs a confirmé le départ de Ruemmler de son poste de directrice juridique. La couverture médiatique s'est concentrée sur des courriels personnels révélant qu'elle appelait Epstein « oncle Jeffrey ».

L'accord à l'amiable de 25 millions de dollars conclu avec le ministère de la Justice – la transaction financière au cœur de cette affaire – n'a quasiment pas été relayé par les médias traditionnels.



[EPSTEIN'S \\$25 MILLION EMAIL](#)

À propos de ce rapport : Ce rapport est basé sur des pièces produites lors de procédures fédérales et identifiées par des numéros de production de l'EFTA. Les passages cités témoignent des déclarations faites par les participants telles qu'elles apparaissent dans les pièces citées. L'analyse se limite au contenu du dossier documentaire et ne prétend pas conclure des faits, du droit ou des conduites...

[Read full story](#)



L'accord conclu entre Edmond de Rothschild et le

ministère de la Justice est désormais consigné dans les archives fédérales. Cependant, des mois avant la publication de ce document, l'environnement informationnel avait été orchestré afin que quiconque prononcerait ces mots à voix haute soit perçu comme un complotiste plutôt que comme un témoin.

L'ironie est d'autant plus frappante que les menaces juridiques proférées contre les douze personnes accusées de désinformation sont tombées à un moment donné. Ces menaces portent la marque des opérations psychologiques que les notes internes du CCDH qualifieront plus tard d'« opérations clandestines ». En mai 2020, le rapport de l'ISD avait présenté toute mention publique des « Rothschild » dans le contexte des profits tirés de la pandémie comme un signe de pensée antisémite et complotiste d'extrême droite – non seulement erronée, mais aussi moralement répréhensible. Cette interprétation était désormais ancrée dans l'environnement informationnel. En 2021, l'avocat Brian Rothschild a fait son apparition pour menacer les mêmes personnes de poursuites pour homicide involontaire. **Le processus psychologique était achevé.** Que ce soit intentionnel ou fortuit, l'effet fut identique : si les personnes visées décrivaient avec exactitude leur situation juridique – à savoir qu'elles étaient menacées de ruine financière par un avocat du nom de Rothschild – elles activeraient l'étiquette de complotiste antisémite que l'ISD avait passé des mois à diffuser dans le discours public. **Décrire les faits de sa propre persécution devenait, en soi, une preuve de la pathologie censée la justifier.** Le piège se refermait de lui-même. Reconnaître le schéma servirait de preuve de son absurdité supposée. L'accusation s'immunisait d'elle-même contre tout examen.



The Rothschild Family

Conspiracy theories about the Rothschild family feature in over 100 posts in our sample. The Rothschild name is often invoked as a coded way of directing hatred towards Jews in general, and is used as a hashtag in nearly 250,000 posts on Instagram.⁴ Instagram failed to act on the post opposite, which places three members of the Rothschild family at the heart of a variety of conspiracies.



Le CCDH avait déjà perfectionné cette technique au sein du Parti travailliste britannique, où le simple fait de se demander si les accusations d'antisémitisme étaient instrumentalisées contre les alliés de Corbyn était considéré comme une preuve du problème d'antisémitisme – le déni *faisant office* de diagnostic. La menace de poursuites judiciaires de Rothschild relevait de la même stratégie déployée à l'échelle transatlantique : un piège conçu de telle sorte que décrire précisément ce qui vous arrivait vous faisait passer pour le genre de personne à qui cela devrait arriver.

Les idées que l'ISD a qualifiées de « non fondées » en mai 2020 sont documentées dans des dossiers de pièces à conviction fédéraux **portant des numéros Bates spécifiques que n'importe qui peut vérifier.**

Les dossiers Epstein établissent certaines choses, d'autres non. Ils n'établissent pas que la COVID-19 ait été fabriquée ou diffusée délibérément. **Cette conclusion n'est pas nécessaire pour démontrer qu'un élément important était protégé.** Ce qu'ils établissent, c'est que les personnes dont les noms ont été déclarés confidentiels avaient, dans leur correspondance, mis en place précisément le type d'architecture financière que les critiques étaient accusés d'avoir fabriquée. La dissimulation n'était pas



un élément accessoire de cette architecture. **L'opération de dissimulation protégeait précisément le réseau dont elle prétendait qu'il n'existait pas.**

Partie IV : L'arc s'achève



En novembre 2022, les [Twitter Files](#) — publiés par Matt Taibbi, Bari Weiss et Michael Shellenberger — ont confirmé à l'échelle systémique ce que Ruby avait documenté au niveau des contributions directes du CCDH : **une architecture vaste et coordonnée de censure du gouvernement vers les plateformes**, avec des organisations extérieures servant d'intermédiaires.

En 2023, la **commission judiciaire de la Chambre des représentants**, sous la présidence de Jim Jordan, a [assigné le CCDH à comparaître](#) concernant ses communications avec l'administration Biden, invoquant des soupçons de coordination gouvernementale inappropriée visant à restreindre la liberté d'expression aux États-Unis. *L'affaire Missouri contre Biden* a été portée devant les tribunaux fédéraux. Les procureurs



généraux de quatorze États ont ouvert des enquêtes sur la manière dont des groupes de pression étrangers avaient été utilisés par des agences nationales pour contourner les limites du Premier Amendement.

En 2024, X a intenté une action en justice contre le CDC. American First Legal a obtenu, grâce à la loi sur la liberté d'information (FOIA), des documents révélant la coordination du CDC avec des opérations étrangères de lutte contre la désinformation. **Une plainte fédérale de 171 pages pour violation des droits civiques a été déposée en Floride**, visant le CDC, Imran Ahmed, des responsables américains et des plateformes numériques, les accusant de collusion pour museler la liberté d'expression aux États-Unis.

Début 2025, **la directrice du renseignement national, Tulsi Gabbard, a annoncé son intention de déclassifier** le plan de surveillance et de censure intérieure de l'administration Biden – « des cas où le gouvernement est instrumentalisé contre les Américains ». YouTube a rétabli les comptes qu'il avait supprimés sous la pression liée à la liste des douze responsables de la désinformation, reconnaissant de fait qu'aucune norme de la plateforme n'avait été violée et que les suppressions étaient le fruit d'une coercition extérieure.

Puis arriva février 2026, et tout s'enchaîna en dominos.

Morgan McSweeney, fondateur du CCDH et chef de cabinet du Premier ministre britannique, **fut le premier à tomber**. Son mentor, Peter Mandelson, qu'il avait poussé vers le poste d'ambassadeur à Washington malgré les objections des services de sécurité, fut limogé en raison de ses liens avec Epstein. Dix-huit mille courriels obtenus par Bloomberg ont révélé que Mandelson,



qu'Epstein appelait « Petey », l'avait aidé à se défendre contre les accusations criminelles pendant son incarcération et lui avait écrit après sa condamnation : « Tes amis restent à tes côtés et t'aiment. » L'homme qui avait bâti l'organisation ayant fait passer douze Américains pour des meurtriers était désormais publiquement lié au réseau pour lequel ces Américains avaient été réduits au silence.

Kathy Ruemmler a quitté Goldman Sachs. Les médias se sont concentrés sur des courriels personnels révélant qu'elle appelait Epstein « oncle Jeffrey ». [L'accord à l'amiable de 25 millions de dollars conclu](#) avec le ministère de la Justice – la transaction financière au cœur de l'affaire – a été quasiment ignorée par les grands médias. La femme recrutée par un délinquant sexuel condamné pour négocier un accord bancaire avec le ministère de la Justice américain concernant Rothschild était, jusqu'à quelques semaines auparavant, la directrice juridique de la plus puissante banque d'investissement de Wall Street.

Il a été rapporté [qu'Imran Ahmed risquait de se voir retirer son visa américain](#). La BBC, dont la filiale Click s'était associée à l'ISD pour produire le rapport de 2020 désignant GreenMedInfo comme un site de désinformation d'extrême droite, a admis avoir [modifié le discours du président Trump du 6 janvier](#) de manière à « **donner l'impression d'un appel direct à la violence** », ce qui a entraîné des excuses et la démission de hauts responsables. L'institution qui avait contribué à instaurer la crédibilité de cette opération de censure reconnaissait désormais publiquement sa propre manipulation éditoriale.



Les douze citoyens américains **accusés de désinformation – qualifiés d'assassins, de criminels**

et de terroristes devant le Parlement et la Maison-Blanche – n'ont jamais été réduits au

silence. Plusieurs d'entre eux occupent aujourd'hui une place plus importante qu'auparavant. Robert F. Kennedy Jr. est secrétaire à la Santé et aux Services sociaux. Les préoccupations qu'ils ont soulevées concernant la sécurité des vaccins, la politique de gestion de la pandémie et les intérêts financiers de ceux qui déterminent la riposte à la pandémie font désormais l'objet d'auditions au Congrès, de commissions présidentielles et d'ordonnances fédérales de déclassification.

Conclusion : Ce que les faits démontrent

Voici les faits : les mêmes entités qui ont construit les véhicules financiers, financé les simulations de pandémie, détenu les brevets pertinents, placé du personnel dans les équipes de vaccination et les unités de réassurance, et financé les réseaux de surveillance ont également déployé — par le biais d'ONG qu'elles finançaient et d'organes parlementaires auxquels elles avaient accès — une opération coordonnée pour réprimer, diffamer et menacer financièrement les personnes qui posaient des questions sur ces liens.

Cette opération a exploité le privilège parlementaire, la répression automatisée, les menaces juridiques, a permis son inclusion dans [les définitions du département de la Sécurité intérieure concernant les « extrémistes intérieurs »](#), et a donné lieu à une amplification présidentielle contre les citoyens exerçant leurs droits civiques.



Elle a proféré des menaces de poursuites pour mort

injustifiée, conçues pour ruiner les entreprises plutôt que pour obtenir gain de cause. Elle a produit des statistiques exagérées qu'un président américain en exercice a utilisées pour affirmer que douze personnes nommément désignées étaient responsables de la mort d'Américains. Et elle a agi sous couvert d'un contexte informationnel plus large où **85 milliards de dollars de profits exceptionnels pour les entreprises pendant la pandémie faisaient l'objet de débats politiques, tandis que 36 millions de dollars de revenus provenant de médias indépendants étaient perçus comme une menace existentielle.**

Ce qui était qualifié de désinformation est désormais consigné dans les archives fédérales, dans les propres mots des participants, avec des numéros de pièces à conviction.

Ceux qui ont lancé cette étiquette sont désormais confrontés au même examen minutieux qu'ils ont appliqué aux autres.

Et la traçabilité des financements a confirmé ce que la méthodologie laissait déjà entrevoir. Les mêmes fondations Open Society, dont le nom avait été jugé tabou par l'ISD, finançaient directement le CCDH, l'instrument de répression. Les mêmes réseaux philanthropiques qui finançaient les organisations impliquées dans la diffusion d'accusations d'antisémitisme au sein du Parti travailliste britannique finançaient, de fait, l'application par le CCDH d'une méthode identique à l'encontre de douze citoyens américains nommément désignés. **Il ne s'agissait pas simplement du même scénario, mais du même financeur.**



La contestation judiciaire de ce dispositif est désormais

en cours. Notre plainte fédérale pour violation des droits civiques (six plaignants, désignés comme les « douze désinformateurs »), déposée auprès du tribunal du district sud de Floride, vise le CCDH, Imran Ahmed, des responsables américains et des plateformes numériques pour collusion en vue de museler la liberté d'expression aux États-Unis. Le gouvernement a déjà fait des aveux importants. [Les derniers développements sont documentés ici.](#)

L'arc, en réalité, est long — mais il se courbe.

Dernier mot

Il m'a fallu cinq ans pour écrire cet article. Non pas parce que les preuves étaient difficiles à trouver — une grande partie se trouvait dans les archives des pièces à conviction fédérales, sous des numéros Bates vérifiables par tous. Cela a pris cinq ans parce que le dispositif décrit ici a été conçu, en temps réel, pour empêcher que ceux qui l'avaient découvert ne puissent être entendus.

Ils nous ont traités d'escrocs. Ils nous ont traités d'assassins. Ils nous ont comparés à des pédophiles et à des criminels organisés bénéficiant de l'immunité parlementaire. Ils ont intégré nos noms dans des systèmes de censure par intelligence artificielle. Ils nous ont menacés de poursuites judiciaires destinées à nous ruiner plutôt qu'à nous faire gagner. Dans mon cas, ils sont allés jusqu'à déposer une requête unilatérale en vue de mon arrestation devant un tribunal étranger — pour le crime d'avoir dit la vérité sur le sol américain.

Rien n'a fonctionné.



Si tel avait été le cas, Robert F. Kennedy Jr. ne serait pas aujourd'hui secrétaire à la Santé et aux Services sociaux. Cette campagne n'a pas seulement échoué ; elle a eu un effet désastreux, et ce que vous venez de lire en est la preuve.

Les implications décrites ici dépassent le cadre des personnes citées dans ces pages. Elles touchent à la sécurité nationale, à la validité du Premier Amendement dans un contexte transfrontalier et à l'avenir des relations américano-britanniques. Je pense que les enquêteurs du Congrès, les instances diplomatiques et les parlementaires des deux côtés de l'Atlantique souhaitent prendre connaissance de ces informations.

L'appareil de censure international qui a ciblé douze Américains a toutes les raisons de vous empêcher de lire ceci. Ne les laissez pas faire. Lisez-le. Vérifiez-le. Partagez-le.

Les numéros d'exposition sont publics. Le dossier est accessible. Le reste dépend de vous.

